

Projet S.MAR.T.I.C.
“Développement Label Territorial d’Identité Culturelle”
CUP: D17E16000060008

**“Avis relatif à la sélection des entreprises bénéficiaires des services de conseil,
de certification et de promotion”**

DEMANDE DE PARTICIPATION

Je soussigné(e) _____, né(e)
_____ à _____, province/département : _____, pays :
_____, le _____, demeurant rue/place :
_____, commune de : _____
_____, province/département : _____, pays :
_____, en ma qualité de représentant(e) légal(e) de l'entreprise
_____, forme juridique :
_____, sise à rue/place :
_____ n° _____ code postal :
_____, commune : _____, province/département : _____ n°
de téléphone : _____, adresse de courrier électronique : _____,
Siret : _____, n° d'identification TVA : _____,

DEMANDE

mon admission aux services de conseil, de certification et de promotion prévus par le projet S.MAR.T.I.C. financé sur la base du premier appel à projets émis dans le cadre du Programme Interreg Italie-France Maritime 2014-2020;

JE DÉCLARE

- a) être en règle en ce qui concerne mes obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale au bénéfice des travailleurs, lorsqu'elles sont dues ;
- b) être classé MPME aux termes du Règlement UE 651/2014 ;
- c) que mon siège ou mon unité locale, où l'intervention se déroulera, est sis(e) sur le territoire de coopération, ainsi qu'il ressort de l'extrait du RCS ou de tout acte équivalent ;
- d) ne pas me trouver en situation de dissolution ou de liquidation, de concordat préventif (à l'exception du concordat préventif en vue de la poursuite de l'exploitation), ne pas être visée par toute autre procédure collective prévue par la Loi sur les faillites ou par d'autres lois spéciales, ni faire actuellement l'objet d'une procédure déclarative de l'une de ces situations à mon encontre ;
- e) avoir la capacité de contracter, c'est-à-dire ne pas faire l'objet d'une sanction exclusive ou de toute autre sanction comportant l'interdiction de passer un contrat avec l'administration publique ;
- f) ne pas avoir fait l'objet (en tant que représentant légal), au cours des dix années antérieures à la date de publication de l'avis (selon la législation française et ce qui ressort de l'extrait général du casier judiciaire ou des documents équivalents délivrés par l'État dans lequel je suis établi) : d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée, d'une ordonnance pénale portant condamnation devenue irrévocable ou d'une « comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité » aux termes de l'article 495-7 du code de procédure pénale français: association de malfaiteurs, association de malfaiteurs de type mafieux, trafic illicite de déchets, association ayant pour objet le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, corruption, détournement de fonds publics, fraude, terrorisme, blanchiment de capitaux, exploitation du travail des enfants ;
- g) ne pas avoir fait l'objet (en tant que représentant légal), au cours des dix années antérieures à la date de publication de l'avis, d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée, d'une ordonnance pénale portant condamnation devenue irrévocable, d'une « comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité » aux termes de l'article 495-7 du code de procédure pénale français, ou d'une mesure pour infractions graves (délit) définitivement établies en matière d'impôts sur le revenu et de TVA, de non-paiement des cotisations de sécurité sociale, de santé et de sécurité sur les lieux de travail, d'atteintes à l'environnement et d'élimination des déchets et substances toxiques ;
- f) respecter la réglementation en matière de droit du travail ;
- g) être en règle par rapport aux dispositions en matière d'aides définies, sur la base de l'art. 107 du Traité instituant la Communauté européenne, comme illégales ou incompatibles par la Commission européenne ;

h) avoir pris pleinement connaissance de l'avis.

Date

Tampon et signature du représentant légal